

En embauchant un ancien préfet, le conseil régional cherche un souffle

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

7 septembre 2018

RÉGION RICHARD SAMUEL À LA RESCOUSSE ?

L'ancien Préfet, serait le futur conseiller spécial du président Ary Chalus. Il arriverait à un moment où la machine régionale apparaît de plus en plus grippée. Révélations.

Richard Samuel 66 ans, inspecteur général de l'administration, ancien préfet, devrait prendre du service à la Région aux alentours du 15 octobre prochain. L'information a été confirmée par une source proche de la présidence. Richard Samuel deviendrait conseiller spécial du président. Teddy Bernadotte, directeur de cabinet et Jean-Louis Boucard, directeur général des services, resteraient à leur poste. Plusieurs personnalités du monde économique estiment que l'arrivée de ce haut fonctionnaire donnera un nouveau souffle à la Région qui selon eux en aurait besoin. Dans ce milieu, on dit volontiers, qu'à la Région quelque chose ne tourne pas rond. Bruno Blandin président du Medef avait en décembre 2017 lors d'un petit-déjeuner avec les journalistes, tiré la sonnette d'alarme à propos des délais de paiement de la Région aux entreprises. À les croire, les choses ne se sont pas améliorées depuis.

Rude Tâche

Le président Chalus cautionne par cette nomination, l'idée selon laquelle la machine est grippée. Il a, mardi 5 septembre, passé un savon aux cadres qu'il avait réunis au conseil régional. Ary Chalus reproche à son administration de ne pas tout mettre en œuvre afin de payer les factures des fournisseurs. " *La prochaine fois qu'un chef d'entreprise m'interpellera sur ce sujet je donnerai vos noms, téléphone et adresse* ", a menacé le président. De même, Ary Chalus a estimé que les travaux qui auraient dû être réalisés avant la rentrée ne l'ont pas été. L'exécutif a accusé le personnel de sabotage. Celui-ci jouerait contre le président selon

ce dernier. Plusieurs cadres ont gardé le silence après cette remontée de bretelles. Nombre n'ont pas apprécié le ton du président. Beaucoup estiment que le chambardement de l'organigramme intervenu en juin 2017 est la cause de l'inertie à la Région. Selon quelques-uns, les recrutements opérés ont négligé les emplois " support ". D'autres citent en exemple le service des marchés publics où " *après bouclage des dossiers, il faut attendre neuf mois avant que les marchés soient lancés* ", déplore un cadre. La tâche de Richard Samuel s'annonce rude.

DEUX VISIONS UN SEUL VOTE

Négative-list, eaux territoriales, accords d'extradition. L'opposition régionale a affiché ses doutes quant à l'organisation des états de caraïbe orientale. Compte-rendu.

L'heure était à la courtoisie. La plénière qui s'est déroulée le 7 septembre au conseil régional, a connu un débat nourri sur la politique de coopération de la Guadeloupe. " *Notre intégration à l'organisation des États de la Caraïbe orientale (OEEO) est programmée* ", s'est réjouie Marie-Luce Penchard, en charge du dossier. Hilaire Brudey conseiller régional de l'opposition a mis un bémol à cet enthousiasme. " *Cette coopération nous oblige. Elle ne nous apporte rien*", a-t-il objecté. Victorin Lurel a indiqué qu'il avait refusé l'entrée à l'OEEO parce qu'à l'époque, le droit d'entrée s'élevait à 750 000 euros. " *Nous ne nous opposons pas à l'adhésion de la Guadeloupe à l'OEEO. Nous déplorons que nous ne puissions jamais aborder avec nos voisins de la Caraïbe le problème des eaux territoriales* ".

Tout n'est pas rose

Victorin Lurel a rappelé que nos voisins de la Caraïbe continuent à arraisonner les bateaux de nos pêcheurs. Ils retiennent les équipages plusieurs jours. Marie-Luce Penchard a rappelé qu'elle avait ramené le coût de l'entrée à 250 000 euros. Quant à la question des eaux territoriales, elle estime qu'elle n'est pas de notre compétence. " *C'est un sujet régalien. Il concerne le ministère des Affaires étrangères* ", a-t-elle rétorqué. La 2ème présidente du conseil régional a opposé le même argument à la question des accords d'extradition soulevée par Victorin Lurel entre la Dominique et la Guadeloupe. Jean Bardail conseiller

régional de Morne-à-l'Eau a tout de suite embrayé sur l'évolution institutionnelle de la Guadeloupe : " *Nous devons convoquer le congrès et faire évoluer notre statut* ". Juste avant, Harry Durimel, conseiller régional de l'opposition avait orienté les débats sur le plan économique : " *Les pays de la Caraïbe peuvent nous vendre tous leurs produits. Nous, rien. Ils nous opposent les negativ-list. Nous sommes gentils. Mais c'est trop déséquilibré* ". Marie-Luce Penchard a admis qu'au pays de la coopération, tout n'était pas rose. " *Si nous commençons par les sujets difficiles nous n'y arriverons jamais, or nous devons avancer*" a-t-elle plaidé.